

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 17364**

Intitulé

MASTER : MASTER Droit, Économie, Gestion Mention Administration économique et sociale, Spécialité Action politique et politiques publiques

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université de Franche-Comté - Besançon, Ministère chargé de l'enseignement supérieur	Président de l'Université de Franche-Comté, Recteur d'Académie Chancelier des Universités

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

120g Sciences économiques et sociales appliquées à l'aménagement et au développement, à l'administration territoriale, au commerce, aux relations sociales et aux ressources humaines, aux finances, 123 Sciences sociales (y.c. démographie, anthropologie), 128 Droit, sciences politiques

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

De façon générale, le titulaire du diplôme peut exercer des tâches d'analyse, d'organisation et de conseil, principalement liées à la conduite des politiques publiques et des projets de développement. Ces tâches prennent essentiellement place dans les structures publiques (nationales ou locales) ou dans des sociétés travaillant auprès des structures publiques.

Au sein de ces organismes, ce professionnel :

- Conduit des missions de pilotage, de gestion, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques publiques et ce dans un nombre de secteurs très importants : logement, emploi, éducation, sport, développement local, développement économique, politiques sociales, politique de la ville, développement durable, participation des habitants.
- A en charge l'encadrement administratif.

Il est à l'aise dans les activités de Conseil auprès des collectivités publiques dont il évalue l'action publique, organise gère et pilote les projets et met en œuvre la communication interne et externe.

Par ailleurs, sa maîtrise de l'action politique (droit parlementaire, droit électoral, partis politiques, sociologie des groupes d'intérêts, démocratie locale) lui ouvre la voie du Conseil politique en tant qu'attaché de groupe, ou attaché parlementaire.

Il peut également intégrer le domaine de la presse généraliste ou spécialisée en tant que journaliste et *traiter des questions d'actualité juridique ou politique*.

Doté d'une culture générale solide et pluridisciplinaire, il peut évoluer vers des activités d'enseignement et de recherche en Sciences Sociales avec une spécialisation possible à partir des enseignements théoriques pluridisciplinaires. Il a en effet croisé des approches professionnelles et des enseignements de différents types (juridiques, politiques, économiques, historiques et sociologiques) sur des objets communs : l'union européenne le pouvoir local, les politiques sectorielles ou l'évaluation de l'action publique, qui sont dispensés tout au long du Master.

L'étude approfondie de ces différentes disciplines est agrémentée d'une forte ouverture sur le monde du travail. Le titulaire du diplôme est capable :

- De travailler en équipe, de nouer des contacts avec les sphères politiques, administratives et économiques, de maîtriser la présentation orale, de décrypter les comportements managériaux et les différents types d'organigramme.
- D'analyser, élaborer et évaluer les politiques publiques.
- De définir des programmes d'action, de choisir des modes d'intervention pour les collectivités publiques en fonction d'une analyse des effets, des coûts et des objectifs de l'action publique, de maîtriser les enjeux et les méthodes du mode projet, de construire un projet de service.
- De rédiger une note de synthèse, un rapport d'évaluation.
- D'analyser des documents et décrypter des données statistiques et cartographiques
- De collecter des données, de maîtriser des outils d'enquête (conduite d'entretiens, construction d'indicateurs, observation, analyse documentaire).
- De maîtriser les outils et le raisonnement juridiques.
- D'élaborer une analyse critique d'un programme d'intervention publique et, plus généralement, une réflexion critique sur l'actualité économique, sociale et politique.

Le titulaire du diplôme dispose par ailleurs de capacités lui permettant d'évoluer dans sur un marché du travail ouvert et évolutif :

- Maîtrise d'au moins une langue étrangère, à l'écrit comme à l'oral
- Polyvalence permettant une reconversion facile dans les différents domaines qui tournent autour des activités de gestion publique

A l'issue du master, le titulaire du diplôme dispose de solides connaissances dans différents champs disciplinaires :

- Droit public : droit constitutionnel, droit parlementaire, droit électoral, droit des collectivités territoriales, institutions européennes.-
- Science politique : fonctionnement des partis politiques, analyse comparée des systèmes politiques européens, nationaux et locaux, démocratisation des politiques publiques.
- Economie publique (européenne, nationale, locale)
- Histoire contemporaine

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Collectivités publiques : services de l'Etat, collectivités territoriales, établissements publics, agences, syndicats mixtes. Dans l'ensemble de ces organismes publics, les missions de pilotage, de gestion, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques publiques peuvent être concernées, et ce dans un nombre de secteurs très importants : logement, emploi, éducation, sport, développement local, développement économique, politiques sociales, politique de la ville, développement durable, participation des habitants.

Cabinets de conseil : missions auprès des organismes privés assistant les organismes publics dans les missions de pilotage, de gestion, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques publiques

Presse : presse généraliste ou spécialisée, traitant des questions d'actualité juridique ou politique.

Recherche, enseignement : spécialisation possible à partir des enseignements théoriques pluridisciplinaires dispensés tout au long du Master.

- Cadre administratif
- Chargé de mission
- Consultant
- Instructeur, secrétaire général d'équipement (culturel, sportif, ...).
- Journaliste
- Attaché parlementaire ou attaché de groupe politique

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1404 : Mise en œuvre et pilotage de la politique des pouvoirs publics

K2401 : Recherche en sciences de l'homme et de la société

M1403 : Études et perspectives socio-économiques

E1106 : Journalisme et information média

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

La certification s'obtient après validation de 15 unités d'enseignement, réparties sur 3 semestres. Chaque unité vaut 6 ECTS.

Le premier semestre est constitué de 5 unités d'enseignements fondamentaux en :

- Science politique
- Droit public
- Economie
- Histoire contemporaine
- Langue
- Sociologie des media

Le deuxième semestre est constitué de 5 unités d'enseignement pluridisciplinaires permettant d'acquérir les connaissances et les outils d'analyse nécessaires à une bonne compréhension du fonctionnement des démocraties européennes. Les unités d'enseignement portent sur les thématiques suivantes :

- Le vote et les élections
- Les acteurs de la vie politique
- La démocratie locale
- Les questions européennes

Une cinquième unité permet de poursuivre l'apprentissage d'une langue étrangère et pratiquer des exercices en lien avec l'actualité politique

Le troisième semestre est conçu un peu différent suivant que l'étudiant choisi le parcours recherche ou le parcours professionnel. Ce dernier est construit principalement autour de l'analyse de l'action publique, avec un enseignement de géographie de l'action publique, une UE permettant d'approfondir la connaissance de certaines politiques publiques (politiques urbaines, politiques de l'environnement) et un enseignement relatif à l'évaluation des politiques publiques. Une autre UE est consacrée à l'analyse de l'opinion publique tandis que l'unité transversale permet la poursuite de l'apprentissage d'une langue et prépare les étudiants à l'entrée dans le monde du travail. Le parcours recherche, outre les cours de géographie, de politiques urbaines et de politiques de l'environnement et les modules transversaux, offre une formation à la démarche de recherche avec des enseignements de méthodes des sciences sociales et des séminaires de recherche. Chaque unité, qui peut être composée de plusieurs cours différents, est évaluée sur la base d'examens écrits ou oraux permettant de tester l'acquisition des connaissances ainsi que la capacité rédactionnelle et argumentative ; certains cours demandent également la réalisation de dossiers de recherche. Certains cours sont accompagnés de séances de Travaux Dirigés, évalués sous la forme d'un contrôle continu (qui suppose la réalisation de différents exercices : devoirs sur table, exposés oraux, dossiers de recherche, analyse de documents, organisation de discussion collective...)

Au quatrième semestre, le parcours « professionnel » comprend par ailleurs **une période de stage** de 3 mois minimum, évalué sur la base du travail réalisé pendant le stage et d'un rapport développant une analyse en rapport avec le stage effectué. Ce stage vaut 6 ECTS. La certification du parcours « recherche » suppose pour sa part **la réalisation d'un mémoire de recherche**, dans le cadre d'un stage en laboratoire. Ce mémoire vaut 6 ECTS.

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUI	NON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'Enseignement supérieur)
En contrat d'apprentissage		X	
Après un parcours de formation continue	X		idem
En contrat de professionnalisation	X		idem
Par candidature individuelle	X		Possible pour partie du diplôme par VES ou VAP
Par expérience dispositif VAE	X		Enseignants-chercheurs, enseignants et professionnels

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS	ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX
------------------------------------	-------------------------------------

Base légale**Référence du décret général :**

Arrêté du 27 juillet 2012 - numéro de l'arrêté d'habilitation : 20081309

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 23 avril 2002 publié au JO du 30 avril 2002

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Décret VAE du 24 avril 2002

Références autres :**Pour plus d'informations****Statistiques :**

Site de l'Observatoire de la Formation et de la Vie Etudiante de l'Université de Franche-Comté

<http://www.univ-fcomte.fr/pages/fr/menu1/ufc/l-universite-en-chiffres/l-universite-en-chiffres---ofve-4-tableaux-de-bord-82.html>

Autres sources d'information :

Site de l'UFR SJPEG: <http://sjepg.univ-fcomte.fr>

Site de l'Université de Franche-Comté : <http://www.univ-fcomte.fr>

[Université de Franche-Comté](#)

Lieu(x) de certification :

Université de Franche-Comté Comté 1 rue Goudimel 25030 Besançon cedex

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

UFR Sciences Juridiques Economiques Politiques et de Gestion - SJPEG - 45D, avenue de l'Observatoire 25030 Besançon cedex

Historique de la certification :